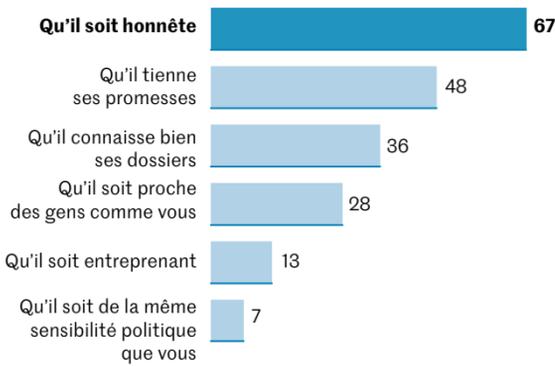


« Pour faire confiance à un maire, qu'est-ce qui vous semble le plus important ? », en %



Bilan de l'équipe sortante

« Estimez-vous que l'équipe municipale de votre commune a accompli, depuis qu'elle a été élue en 2014, un travail... »



Source : sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès

jeure pour les Français, les futurs électeurs veulent voir leur maire s'emparer de ce sujet. Ainsi, 47 % des sondés affirment que le futur premier édile doit « préserver l'environnement sur le territoire de la commune », première thématique choisie.

La sécurité, un autre sujet qui a animé les débats lors de cette campagne, particulièrement dans les grandes villes avec l'armement des polices municipales, apparaît au cœur des préoccupations ; 36 % des personnes interrogées souhaitent que le maire « contribue à plus de sécurité et de tranquillité publique ». Enfin, en écho à certains défilés de « gilets jaunes » et aux inquiétudes sur la désertification des centres-villes, 44 % aimeraient le voir attirer ou maintenir les services de proximité.

L'ÉCOLOGIE SE DIFFUSE

La percée verte pourrait ainsi bénéficier aux candidats d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), une formation politique qui espère rester à la tête de Grenoble et remporter plusieurs autres villes comme Besançon, Strasbourg et même Bordeaux ; 73 % des Français interrogés estiment que ce serait une bonne chose que les Verts obtiennent des sièges dans les conseils municipaux. Cette poussée est particulièrement sensible dans les grandes agglomérations où ce taux atteint 75 %.

Mais l'écologie se diffuse dans de nombreuses strates de l'électorat. Ainsi, 56 % des électeurs de droite et 80 % de ceux du MoDem ne sont pas opposés à l'arrivée de conseillers municipaux EELV. Le plafond de verre de l'exercice du pouvoir est toutefois plus difficile à franchir puisque 50 % des sondés apprécieraient qu'ils prennent la tête de la commune, alors que 50 % pensent exactement l'inverse. Une réticence particulièrement sensible dans l'électorat de droite (79 %).

Autre parti qui attend ce scrutin avec impatience, le Rassemblement national (RN). Après avoir remporté une dizaine de villes en 2014, la formation de Marine Le Pen espère étendre son influence en 2020.

Mais la majorité des sondés reste hostile à l'arrivée d'élus d'extrême droite dans les conseils municipaux (62 %) ou à la tête de leur commune (70 %). Ce barrage républicain, particulièrement friable dans certaines régions, est très solide à gauche ; 89 % des électeurs de gauche ne veulent pas d'un maire RN. Mais il est encore sensible à droite puisque 74 % des électeurs Les Républicains (LR) s'opposent à l'idée de voir l'extrême droite exercer le pouvoir communal.

Au soir du premier tour, au moment des désistements et des alliances, les candidats de Marine Le Pen devront donc aller chercher des réserves de voix dans une minorité de la population. Reste à savoir à quel point leurs adversaires arriveront à s'unir face à eux. Un enjeu local qui a, lui aussi, une forte résonance nationale. ■

MATTHIEU GOAR

Le vote sanction « dérégulé » par la recomposition des partis

Ayant peu de maires en place, La République en marche ne sera pas sanctionnée aussi visiblement que la gauche en 2014 ou la droite en 2008

Jusqu'à présent, les élections municipales obéissaient à un modèle bien réglé, combinant trois variables-clés : le degré de nationalisation de l'enjeu et l'ampleur du désir de sanctionner le pouvoir en place – lequel est systématiquement impopulaire depuis plus de quarante ans. Au niveau de la commune, le bilan de l'équipe sortante et le degré d'usure du maire en place. Enfin, la dynamique du dernier scrutin municipal. Dans les villes de plus de 10 000 habitants, le solde pour la gauche avait été de - 4 en 1995 (73 conquêtes, 77 défaites), de - 59 en 2001 (50 conquêtes, 109 défaites), de + 90 en 2008 (130 conquêtes, 40 défaites) et de - 153 en 2014 (17 conquêtes et 170 défaites), désastre historique pour la gauche.

En régime normal, nous aurions donc dû avoir en 2017 une victoire de la droite à l'élection présidentielle tant le quinquennat de François Hollande était décrié, suivie, une fois au pouvoir, d'une montée de son impopularité, laquelle aurait généré une nationalisation de l'enjeu municipal, compte tenu de la place de cette élection dans le cycle électoral pour aboutir à un rééquilibrage en faveur de la gauche du solde impressionnant des conquêtes Les Républicains de 2014. Ce modèle est tout simplement mort et conduit à cette situation totalement inédite d'une droite

qui, n'ayant pas gagné en 2017 et disposant de bilans positifs dans la plupart des villes qu'elle gère, devrait largement conserver son acquis exceptionnel de 2014.

Une situation inédite également pour le pouvoir en place qui certes n'échappera pas totalement à un vote sanction. Celui-ci existe dans l'opinion et notre enquête en témoigne : 28 % de Français voteront pour manifester leur opposition au gouvernement et à Emmanuel Macron.

Complexité de l'offre

Mais n'ayant pas ou très peu de sortants, l'exécutif ne sera pas facilement confronté à une défaite aussi visible et frappante qu'elle l'avait été en 2008 pour Nicolas Sarkozy et en 2014 pour François Hollande. Il n'y a tout simplement pas de maires sortants La République en marche à faire tomber pour exprimer son mécontentement, et le probable faible score de ces listes n'aura pas la même signification.

A cela s'ajoutent d'autres éléments qui dérèglent le modèle habituel : les électeurs les plus tentés par un vote sanction ne sont pas les électeurs de François Fillon à la présidentielle (19 % seulement déclarent vouloir exprimer leur mécontentement à l'égard du pouvoir en votant aux municipales), ni de Benoît Hamon (23 % seulement), mais de Marine Le Pen (49 %). Problème :

L'EXPLOSION DES LISTES QUI REFUSENT D'AFFICHER UNE ÉTIQUETTE PARTISANE REND LA SCÈNE ÉLECTORALE MOINS LISIBLE ET PEUT DÉMOBILISER LES ÉLECTEURS

ces derniers auront plus de mal à activer ce vote puisque le Rassemblement national n'est présent que dans 411 communes (et 389 seulement de plus de 3 500 habitants) contre 517 en 2014.

Enfin, l'abstention devrait encore augmenter par rapport à 2014 et cela pour notamment trois raisons spécifiques à ces municipales : d'abord, le coronavirus, à la fois parce qu'on parle de lui beaucoup plus que de la campagne électorale mais, aussi, parce qu'une très petite partie des électeurs – mais dont le nombre est plus élevé chez ceux qui sont structurellement inquiets, les sympathisants du RN – redoute de se rendre aux urnes. Ensuite, la complexité de l'offre, avec une explosion des listes qui refusent d'afficher une étiquette parti-

sane, ce qui rend la scène électorale moins lisible, voire confuse, et peut démobiliser. Enfin, la possibilité qu'après avoir expérimenté la rue et certaines formes de violences non dénuées d'efficacité, une fraction du corps électoral, la plus radicalisée et la plus mécontente, considère que les urnes, surtout quand il s'agit de municipales, ne sont plus le bon canal d'expression du mécontentement.

Une abstention en forte hausse viendrait donc à aussi limiter le modèle traditionnel d'analyse des élections municipales et sa signification politique nationale. C'est bien ce qu'indique notre enquête, dans laquelle 80 % des Français déclarent qu'ils tiendront avant tout compte de la situation politique au niveau local, soit 12 points de plus qu'en 2014, et 20 % seulement au niveau national.

Dans un tel contexte, l'allocation télévisée du président de la République ne peut que renforcer le sentiment d'élections où il s'agit de trancher des situations locales et limiter sa portée nationale, tant elle met le projecteur sur la crise sanitaire comme enjeu essentiel et lui permet de se poser en rassembleur qui agit. Décidément, les municipales de 2020 ne ressemblent à rien de connu, et ce n'est sans doute pas fini. ■

BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSON FRANCE)

Nette percée environnementale dans les préoccupations des Français

La question de la protection de l'environnement a progressé de 10 points en un an

Le score d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) peut-il constituer la surprise des élections municipales de 2020 après avoir été celle des élections européennes de 2019 ? Si les résultats de la 2^e vague du panel électoral ne permettent évidemment pas de répondre à cette question, ils peuvent au moins l'éclairer.

Du point de vue sociétal, il y a une percée environnementale – confirmation de l'enquête sur les fractures françaises que nous avons réalisée en septembre 2019. Elle est nette quand on interroge les Français sur les sujets qui les préoccupent le plus lorsqu'ils pensent à la situation de leur pays : la protection de l'environnement figure en troisième position, proche du pouvoir d'achat et du système de santé et, surtout, en progression de dix points par rapport à mars 2019.

Cette percée est plus éclatante encore lorsque l'on passe du global au local et que l'on interroge les Français sur ce qu'ils considèrent être les priorités de leur prochain maire : la préservation de l'environnement arrive cette fois-ci en tête – davantage encore dans les très petites communes et dans les très grandes villes mais quel que soit le genre et,

surtout, quel que soit l'âge des personnes interrogées. Cette percée doit cependant être relativisée en ce que la préoccupation environnementale n'écrase pas toutes les autres ; au niveau communal, et notamment dans les communes de plus de 50 000 habitants, les questions de sécurité la concurrent fortement et cela peut contribuer à limiter la percée des écologistes.

Du point de vue électoral, il y a en effet une contradiction des Français – rendant les résultats plus incertains encore. D'un côté, lorsque l'on analyse les souhaits de victoire, EELV dispose d'un important potentiel électoral. 73 % des Français estiment que ce serait une bonne chose qu'elle obtienne des sièges au conseil municipal et 50 % qu'elle dirige la commune –

les chiffres sont respectivement seulement de 38 % et de 30 % s'agissant du Rassemblement national. Même placée en compétition avec les autres camps quant aux souhaits de victoire, la formation écologiste devance encore, avec 23 % et certes de quelques points seulement, aussi bien la droite (à 20 %) que la gauche, La République en marche ou le Rassemblement national (à 19 %). Mais, d'un autre côté, la confiance accordée aux maires sortants comme le jugement porté sur leur bilan constituent une limite pour une formation écologiste dont l'implantation demeure modeste. Et les préoccupations en matière de sécurité une faiblesse pour une formation dont le champ de légitimité demeure étroit.

Conjonction favorable

Du point de vue politique, enfin, c'est la clarification qui domine. On a vu en Allemagne ou en Autriche les Verts nouer des alliances avec les conservateurs. On a vu parfois ici même des leaders écologistes entretenir une certaine ambiguïté. Du point de vue des Français, les choses sont simples. La protection de l'environnement est bien davantage une priorité pour les sympathisants de gauche (52 %) que pour les sympathisants

de droite (27 %) ou du Rassemblement national (24 %).

Et Europe Ecologie-Les Verts est clairement située à gauche par les Français : interrogés sur le positionnement de chacune des grandes formations politiques – zéro indiquant un positionnement très à gauche et dix très à droite –, ils placent EELV en moyenne à 3,3. De manière piquante, ils placent d'ailleurs EELV d'autant plus à droite qu'ils sont à gauche (4,2 pour les sympathisants de La France insoumise) et d'autant plus à gauche qu'ils sont à droite (2,6 pour les sympathisants Les Républicains). Ce positionnement moyen à 3,3 est très proche de celui du Parti socialiste qui est à 2,9 mais très éloigné de La République en marche qui est désormais à 6,3 et, davantage encore, du parti Les Républicains qui est à 7,6.

Conclusion ? Il y a une conjonction favorable pour EELV : c'est à la fois le bon moment et le bon scrutin. Il est à peu près acquis que le parti écologiste verra son nombre d'élus progresser. Mais il est plus hypothétique qu'il détienne un nombre substantiellement plus important de maires à l'issue du second tour. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)

DANS LES COMMUNES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS, LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ PEUVENT CONTRIBUER À LIMITER LA PERCÉE DES ÉCOLOGISTES